

Perspectives

N°26/186 – 23 septembre 2026

Allemagne – Élections régionales du 20 septembre : l'AfD progresse, *Die Linke* gagne à Berlin et Merz s'enfoncé

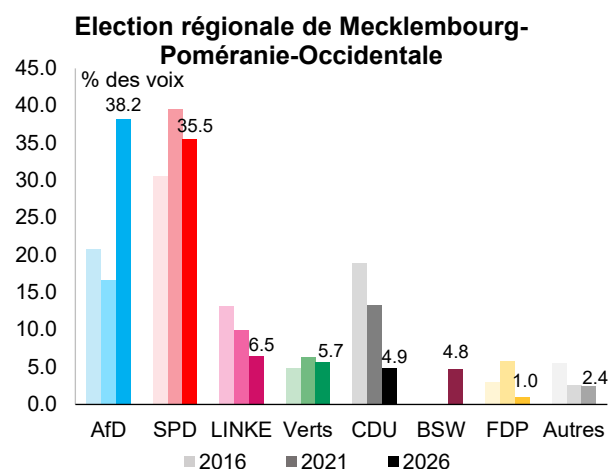
- L'AfD remporte l'élection régionale en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale avec 38,2% des suffrages, tandis que la CDU de Merz réalise un score historiquement bas de 4,9%, ne franchissant pas le seuil de représentation parlementaire pour la première fois depuis 1949.
- À Berlin, *Die Linke* remporte l'élection avec 25,7% des voix, portée par la crise du logement, tandis que l'AfD réalise une percée significative. La CDU, en net recul, arrive en deuxième position.

Mecklembourg-Poméranie-Occidentale : nouvelle victoire pour l'extrême droite ; défaite historique pour la CDU de Merz

Le 6 septembre 2026, l'AfD (*Alternative für Deutschland*) remportait les élections régionales de Saxe-Anhalt, sans parvenir à dégager une majorité absolue¹. Deux semaines plus tard, le parti d'extrême droite renouvelle son succès au nord-est de l'Allemagne, dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, petit *Land* d'1,6 million d'habitants, en récoltant 38,2% des suffrages, soit une progression de 21,5 points par rapport à 2021 (16,7%). L'AfD devance ainsi le Parti social-démocrate (SPD), à la tête du *Land* depuis 1998, qui récolte 35,5% des suffrages (-4,1 points). Ce résultat est néanmoins plus favorable au SPD que ne le laissaient présager les sondages de début d'année : ils ne lui accordaient que 20 à 30% des voix, avant que les dernières enquêtes ne le replacent au-dessus de 35%. Cette résistance s'explique en grande partie par la popularité de la ministre-présidente sortante

Manuela Schwesig, dont l'ancrage local a permis au parti de limiter le recul face à la vague AfD.

La gauche radicale (*Die Linke*), alliée de la coalition depuis 2021, et **Les Verts** parviennent aussi à franchir le seuil des 5% pour siéger au *Landtag*, récoltant respectivement 6,5% (-3,5 points) et 5,7% (-0,6 point) des suffrages.



Pour l'Union chrétienne-démocrate (CDU) du chancelier Friedrich Merz, c'est un nouveau séisme électoral : pour la première fois dans l'histoire de l'Allemagne d'après-guerre, le parti échoue à entrer dans un parlement régional, avec un score de 4,9%. Le recul est fort par rapport à 2021 (13,3 points), et dépasse les anticipations les plus pessimistes : les sondages créditaient systématiquement la CDU d'au moins 5% des voix, avec une moyenne de 9% depuis le début de

¹ Voir la publication du 10 septembre : [Allemagne - Elections en Saxe-Anhalt : une victoire écrasante de l'AfD sans majorité absolue](https://etudes-economiques.credit-agricole.com/fr/actualites/actualites/Allemagne-Elections-en-Saxe-Anhalt-une-victoire-ecrasante-de-l-AfD-sans-majorite-absolue)

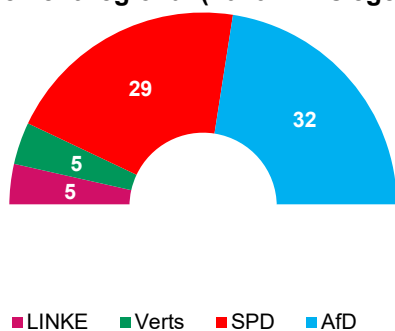
l'année, et encore 6% lors de la dernière enquête avant le scrutin.

Le Parti libéral-démocrate (FDP) quitte le parlement avec seulement 1% des voix (contre 5,8% en 2021). Le **BSW** (*Alliance Sahra Wagenknecht*), jeune parti de gauche conservatrice fondé en 2024, a quant à lui recueilli 4,8% des voix, manquant de peu le score qui lui aurait permis de faire son entrée au *Landtag*, et n'a donc pas renouvelé son succès en Saxe-Anhalt.

La participation atteint 78,1%, en hausse par rapport à 70,8% en 2021, reflétant une **mobilisation électorale importante**, comme en Saxe-Anhalt.

Si l'AfD poursuit son ascension en doublant une nouvelle fois son score par rapport au scrutin précédent, sa domination électorale ne se traduira probablement pas en victoire politique. Avec 32 sièges sur 71, le parti reste en deçà de la majorité absolue, fixée à 36 sièges. Face au refus des partis traditionnels de toute coopération avec l'extrême droite au titre du *Brandmauer*, une coalition régionale rouge-rouge-verte, rassemblant *Die Linke*, le SPD (formant la coalition sortante) et Les Verts, forte de 39 sièges, apparaît comme le scénario le plus probable.

Mecklembourg-Poméranie-Occidentale : composition du parlement régional (2026 - 71 sièges)



Sources : Landeswahlleiter, Crédit Agricole S.A./ECO

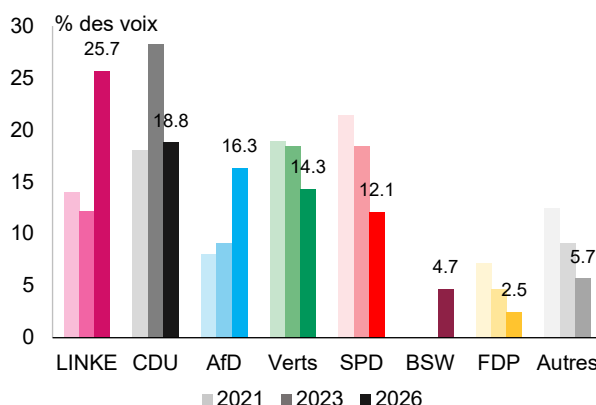
Berlin : la gauche radicale l'emporte sur les questions de logement

Dans la ville-État de Berlin (3,9 millions d'habitants), le parti de gauche radicale *Die Linke* remporte largement les élections avec **25,7% des suffrages**, soit une progression importante de 13,4 points par rapport aux dernières élections de 2023. Ce score dépasse les estimations, qui créditaient le parti d'environ 21% des voix. **La CDU arrive en deuxième position avec 18,8% des voix**, soit une perte considérable de 9,5 points, alors que les derniers sondages lui attribuaient 20% des voix. **Si elle n'arrive qu'en troisième position,**

l'AfD réalise une percée en voyant son score augmenter de 7,2 points, pour s'établir à 16,3%. Arrivent ensuite **Les Verts** (14,3% ; -4,1 points) et **le SPD** (12,1% ; -6,3 points). Comme en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, le BSW ne parvient pas à dépasser le seuil de représentation, tout comme le FDP, dont le score est divisé par deux, restant une fois de plus hors du parlement.

Comme lors des deux autres élections de septembre, **le taux de participation est en hausse à Berlin**, à 74,2%, alors qu'il n'était que de 62,9% en 2023.

Election régionale de Berlin



Sources : Landeswahlleiter, Crédit Agricole S.A./ECO

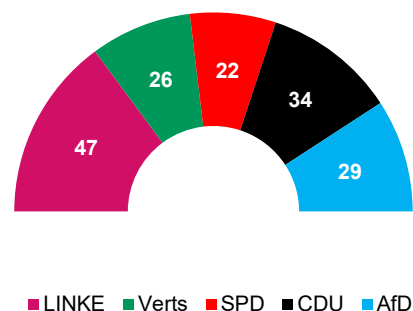
La victoire de *Die Linke* constitue un tournant historique : jamais un parti de gauche radicale n'avait été en mesure de diriger le gouvernement de Berlin. A la tête du parti, Elif Eralp pourrait succéder à Kai Wegner (CDU) au poste de bourgmestre-gouverneur de Berlin. Toutefois, sans majorité absolue, le parti devra trouver un accord de coalition pour gouverner, une question qui s'avère tendue en raison d'un programme controversé.

Die Linke s'est appuyée sur la crise du logement pour s'imposer comme la force politique préférée des Berlinoises. Au cœur de sa campagne : la nationalisation de 220 000 logements, cédés par la ville dans les années 2000 à des groupes immobiliers cotés en bourse, depuis lors régulièrement accusés de pratiques locatives abusives. **La mesure est coûteuse et suscite des résistances, notamment au sein d'un SPD divisé sur la question, tandis que Die Linke ne semble pas disposée à en faire un point de compromis.** À cela s'ajoutent des accusations d'antisémitisme auxquelles SPD et Verts exigent une réponse collective et sans ambiguïté du parti, ainsi que des divisions internes : la jeunesse du parti (*Linksjugend*) refuse pour une partie de ses membres toute participation gouvernementale aux côtés de partis jugés porteurs de politiques de réarmement et d'austérité. Un congrès doit encore

se prononcer vendredi sur l'ouverture même de négociations.

L'AfD étant exclue de toute coalition par un cordon sanitaire, et une coopération entre Die Linke et la CDU étant politiquement inenvisageable, deux scénarios se dégagent. Une coalition rouge-vert-rouge associant Die Linke, les Verts et le SPD disposerait d'une majorité confortable à 95 sièges sur 158, dépassant de 15 sièges la majorité requise de 80. Le second scénario, dit « coalition Kenya » (CDU, SPD, Verts), permettrait à la CDU de conserver la mairie en reconduisant la coalition sortante avec l'appoint des Verts, mais au prix d'une mise à l'écart de Die Linke malgré sa victoire.

Berlin : composition de la Chambre des députés (2026 - 158 sièges)



Sources : Landeswahlleiter, Crédit Agricole S.A./ECO

✓ **Notre opinion** – En l'espace de trois semaines, la CDU a essuyé trois défaites consécutives, dont une historique : le parti perd pour la première fois toute représentation dans un parlement régional. Friedrich Merz, dont la popularité est déjà au plus bas (autour de 10% selon Forsa), et dont le parti n'est crédité que de 21% des intentions de vote au niveau fédéral, doit accuser le coup. Le chancelier avait pris la parole dimanche soir, peu après la fermeture des bureaux de vote – une démarche inhabituelle pour des élections régionales – qualifiant les résultats de « désastre électoral », alors que les résultats provisoires attribuaient encore un score supérieur à 5% à la CDU. La coalition gouvernementale se trouve fragilisée par cette série d'élections, et des doutes quant à la capacité du chancelier à mener son mandat à terme sont de plus en plus présents. Ce dernier a cependant exclu de quitter ses fonctions, et a affirmé vouloir poursuivre ses réformes, même s'il a concédé qu'il avait joué un rôle dans les défaites. Dans ce contexte, le SPD entend déjà revenir sur les réformes à venir, alors que le parlement doit examiner à l'automne les projets de loi sur les retraites et les impôts, des dossiers sur lesquels les tensions au sein de la coalition risquent de s'exacerber.

Avec cinq nouveaux scrutins régionaux prévus en avril, mai et septembre 2027, la pression sur Merz ne devrait pas se relâcher, laissant planer un doute durable sur la stabilité de l'exécutif allemand jusqu'à la fin du mandat.

À l'échelle européenne, la fragilisation de Merz tombe au mauvais moment : l'Union européenne doit boucler d'ici fin 2026 son budget pluriannuel 2028-2034, une négociation qui requiert traditionnellement l'Allemagne comme force de compromis, alors que la fenêtre se referme avec des élections à risque prévues en France, en Italie, en Espagne et en Pologne dans les prochains mois.

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :



Monde – Scénario macro-économique 2026-2027 – Juin 2026

[Un scénario de nouveau hautement conditionnel](#)

23/09/2026	<u>France – Immobilier résidentiel : essoufflement au premier semestre 2026</u>	Immobilier
21/09/2026	<u>Pays émergents : Covid-19, la dette en héritage</u>	Pays émergents
18/09/2026	<u>Monde – L'actualité de la semaine – 18 septembre 2026</u>	Monde
18/09/2026	<u>France – L'inflation a augmenté à 2,4% en août, sous l'effet des prix de l'énergie</u>	France
17/09/2026	<u>Technologies – Process intelligence, la nouvelle ruée vers l'or des entreprises</u>	Tech-média-télécom
11/09/2026	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
11/09/2026	<u>Italie – La croissance tient, l'inflation repart</u>	Italie
10/09/2026	<u>Allemagne – Élections en Saxe-Anhalt : une victoire écrasante de l'AfD sans majorité absolue</u>	Allemagne
08/09/2026	<u>Zone euro – Forte révision à la hausse de la croissance au T2</u>	Zone euro
04/09/2026	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
01/09/2026	<u>Philippines – Résister dans la tempête</u>	Asie
14/08/2026	<u>Royaume-Uni – Décentraliser pour croître ? Le pari du nouveau Premier ministre</u>	Royaume-Uni

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12, place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : Datalab ECO

Secrétariat de rédaction : Nathalie Marcet

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ni une Caisse régionale, ne saurait donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.